



## RETRAITES : A ENJEU HISTORIQUE, QUELLE REPONSE ... ?

### UN CHANGEMENT DE SYSTEME ET DE VALEURS ?

De 1987/89 à 2014 une quinzaine de réformes ou plans de réforme des retraites ont été élaborés, sur la base de divers « rapports ».

L'objectif affiché était la recherche de l'équilibre financier du système. Nous (les salariés) avons payé très cher (allongement de la durée de cotisation, recul de l'âge de départ, décote, baisse des pensions ...), pour qu'il soit aujourd'hui pratiquement atteint (à 1% du total des dépenses près<sup>i</sup>).

L'objectif non affiché était d'éviter la hausse des cotisations, surtout patronales. On y est parvenu par une baisse de la dépense, en **modifiant certains paramètres** (cf. ci-dessus) mais **sans changement de système (cotisations sociales, répartition, solidarité)**.

**Le courant politique libéral, dont MACRON est le chef de file, veut engager une réforme systémique** modifiant totalement la nature des retraites : de la mutualisation et de la solidarité, il s'agit de **passer au financement individuel**.

L'objectif affiché clairement est la limitation du financement des retraites à 14 % des richesses produites (PIB), alors que le nombre de retraités va augmenter. Il s'agit en fait de limiter au maximum le poids des contributions patronales pour favoriser la croissance des profits.

L'objectif non affiché est d'ouvrir tout grand le champ des retraites aux fonds de pensions financiers par l'intermédiaire et au profit des banques et assurances.

**Les futurs retraités (et les retraités actuels qui seraient aussi affectés) paieraient à nouveau très cher une telle réforme.** Inacceptable !

Vous trouverez des **informations complémentaires** dans la revue de la FSU « **POUR** », « **Réforme des retraites** » que vous avez reçue en septembre.

### UNE TELLE REFORME EST-ELLE JUSTIFIÉE ?

Comme indiqué plus haut, le « sale boulot » ayant déjà été fait, il n'y a pas de nécessité immédiate de réforme du système. Sauf à vouloir absolument favoriser les intérêts financiers d'une minorité de très riches. Mais le projet gouvernemental vise le long terme.

### NOUS AVONS DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES

Nous avons **d'une part des acquis** (un système global de protection sociale : enfance, santé, retraite, dépendance) et **d'autre part des propositions alternatives** au projet MACRON, pour maintenir à long terme des retraites solidaires et répondre à nos revendications (voir aussi le n° spécial de « POUR »)<sup>ii</sup>.

Ces propositions supposent de décider **quelle part (accrue au-delà des 14 %) de la richesse produite par les salariés doit être attribuée, à l'avenir, à la rémunération des retraités, et quel type de production de ces richesses** (respectueux des salariés, plus écologique, exempt de gaspillages etc. ...) **doit être mis en œuvre.**

**Les moyens existent** dans un pays qui est la sixième ou septième puissance économique du monde et où des sommes considérables et en augmentation sont distribuées aux actionnaires et servent essentiellement à la spéculation financière au détriment de l'investissement utile et de la réponse aux besoins collectifs (santé, éducation, justice, transports en commun, sécurité, ...).

## **UN HAUT NIVEAU D'ACTION EST INDISPENSABLE**

Les enjeux d'autres choix sont considérables :

- **des milliards d'€ sont attribués chaque année au système financier, bancaire et assurantiel** qui fera tout pour soutenir une réforme qui porte ses espoirs ;
- **des dégradations potentielles fortes et durables interviendraient pour les salariés** (du privé et fonctionnaires) si la réforme était appliquée.

La mettre en échec et imposer nos solutions nécessite, quelle que soit sa forme (pétitions, manifestations, occupations, grèves ...), **un haut niveau d'action : par le nombre de celles et ceux qui s'y engageront ; par le fait qu'elle doit s'inscrire dans la durée.**

**La convergence** des actions visant la défense de l'intérêt général (des intérêts collectifs), notamment pour des services publics répondant aux besoins de la population et assurés par des personnels reconnus et respectés dans leurs fonctions et leur travail et ayant les moyens de leurs missions est bien sûr à rechercher.

## **OÙ EN SOMMES-NOUS ?**

La réussite de la journée d'action et de grève du **5 décembre** sera décisive. Mais comme indiqué plus haut **elle doit s'intégrer dans un processus. S'informer, informer autour de soi, discuter de la réforme, des alternatives possibles, des modalités et de la continuation de l'action le plus largement possible** dans son entourage, avec les collègues de travail **est une nécessité**. L'heure d'information syndicale en est par exemple un des moyens.

La solution n'est pas dans le repli sur soi et l'individualisme, mais dans l'initiative et l'intelligence collectives. Soyons à l'initiative !

**Roland ROUZEAU le 17/11/2019**

---

<sup>i</sup> Voir par exemple : « Retraites : rien ne justifie une nouvelle réforme » *Alternatives Économiques* » hors-série n° 118 octobre 201, p. 50 et 51

<sup>ii</sup> Revue « POUR » *Réforme des retraites, quels enjeux* » n°218 août 2019, adressé à tous les syndiqués